

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Bourges, le 11/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CENTRE OUEST CEREALES**

Les Brandes de la Verrerie  
36700 CLERE DU BOIS

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement CENTRE OUEST CEREALES implanté Les Brandes de la Verrerie 36700 CLERE DU BOIS. L'inspection a été annoncée le 11/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRE OUEST CEREALES
- Les Brandes de la Verrerie 36700 CLERE DU BOIS
- Code AIOT dans GUN : 0010013139
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société CENTRE OUEST CÉRÉALES exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais et de produits phytopharmaceutiques sur le territoire de la commune de Cléré-du-Bois. Les installations de stockage d'engrais sont actuellement classées à déclaration au titre de la rubrique 4702.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- dispositions de prévention des départs de feu
- dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie
- dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2-Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 1.1.2.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1-Suivi en continu des produits détenus	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 3.5.	/	Sans objet
5-Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.8.	/	Sans objet
7-Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.7.	/	Sans objet
8-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.1.	/	Sans objet
9-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.2.	/	Sans objet
10-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I – Point 4.3.2.	/	Sans objet
13-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.5.	/	Sans objet
15-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.4.4.	/	Sans objet
16-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.9.	/	Sans objet
18-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.10.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
19-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.11.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** 1-Suivi en continu des produits détenus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, État des stocks des engrais
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.</p> <p>La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b>  Pas de non respect constaté.</p>
<p><b>Observations :</b>  La gestion des stocks est effectué au moyen de l'outil AS400 permettant à tout moment de connaître la nature et la quantité précise des produits détenus.</p> <p>L'affichage est présent à l'entrée de chaque case (nom de l'engrais stocké et catégorie d'engrais s'il est classé ICPE). Numérotation des cases de stockage permettant leur repérage depuis l'extérieur.</p> <p>Plan de stockage disponible, avec les noms et les quantités d'engrais stockées.</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni rapidement un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides.  L'état des stocks présenté permet d'établir que l'exploitant respecte les volumes qu'il a déclarés.</p> <p>Les documents permettant à l'exploitant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (FDS notamment) sont tenus à la disposition de l'inspection et des services de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 2-Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 1.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.  L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4.  Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fait procéder au contrôle périodique de son installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, par un organisme agréé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 5-Dispositions de prévention des départs de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.8.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion des matières combustibles et incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5.  Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : <ul style="list-style-type: none"><li>• les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) ;</li><li>• les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale ;</li><li>• le nitrate d'ammonium technique ;</li><li>• les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.</li></ul> Toutefois, en l'absence complète d'engrais, et après nettoyage complet du magasin de stockage, des céréales pourront y être stockées. Dans ce cas, le magasin de stockage fera alors l'objet à nouveau d'un nettoyage complet avant tout entreposage d'engrais.  Si le bâtiment n'est pas affecté uniquement au stockage d'engrais, les autres matières entreposées devront être suffisamment éloignées des tas (minimum : 10 mètres) afin qu'aucun mélange ne soit possible.  Les sacs en matière combustible utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais ou dans le local d'ensachage.  Les palettes ne sont pas utilisées comme séparation pour retenir les engrais. Elles sont éloignées des tas d'engrais et rangées dans un endroit prévu à cet effet, sans préjudice du point 3.5.  L'utilisation d'une bâche est toutefois autorisée pour le stockage en vrac afin de préserver les caractéristiques physicochimiques du produit.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Le magasin des engrais est un bâtiment indépendant dédié, éloigné de toute zone d'échauffement potentiel. Le stockage de semences est isolé par une paroi coupe-feu. L'exploitant a indiqué l'absence de stockage de céréales dans le magasin, en aucune circonstance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 7-Dispositions de prévention des départs de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.7.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Sources de départ de feu (installations électriques)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Elles ne doivent pas être en contact avec les engrais et doivent être étanches à l'eau et aux poussières.  Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.  Le moteur de la bande transporteuse se situe au-dessus de la case de stockage, à une distance suffisante de l'engrais (minimum 1 mètre).
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Un contrôle de conformité des installations électriques a été réalisé le 12 avril 2021 par la société APAVE. Une non-conformité récurrente a été identifiée par l'organisme de contrôle, l'exploitant a apporté la justification de sa levée.  Un interrupteur général, signalé par une affiche, est installé à l'extérieur des cases d'engrais. Le magasin ne comporte pas de dispositif de manutention fixe. Les équipements mobiles de manutention sont dotés d'un coup de poing d'arrêt d'urgence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 8-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.  Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Le magasin des engrais est équipé d'un système de détection de gaz NO <sub>2</sub> (oxyde d'azote) caractérisant la décomposition des engrais nitrés. L'installation est composée des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 capteur étalonné sur du NO<sub>2</sub> placé au-dessus des cases de stockage d'engrais nitrés visés par la rubrique 4702 avec transmetteur et 1 seuil de détection à 8 ppm. Ce capteur est placé sur treuil afin de pouvoir être descendu et facilement contrôlé.</li><li>- 1 centrale de gestion dans le local de commande du site,</li><li>- 1 alarme sonore et lumineuse avec report sur le téléphone fixe du site (un renvoi d'appel est en place à destination du mobile du site à disposition du magasinier) et sur le portable de la technico-commerciale du site.</li></ul> L'installation de détection de gaz NO <sub>2</sub> fait l'objet d'une vérification annuelle par la société DRAEGER. La dernière a été réalisée le 24 septembre 2021, l'organisme de contrôle a conclu à la conformité du matériel et de l'asservissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 9-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 4.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Détection incendie (alarmes)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un système d'alarme incendie relié au système de détection défini au point 4.3.1.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Le détecteur d'oxyde d'azote est relié à une alarme sonore et lumineuse avec report sur le téléphone fixe du site (un renvoi d'appel est en place à destination du mobile du site à disposition du magasinier) et sur le portable de la personne occupant la fonction de technico-commerciale du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** 10-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I – Point 4.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre. La capacité globale ne peut être inférieure à :<ul style="list-style-type: none"><li>• 120 m<sup>3</sup> pour les installations relevant des rubriques 4702-II, 4702-III ou 4702-IV,</li><li>• 180 m<sup>3</sup> pour les installations stockant des engrais relevant de la rubrique 4702-I. Les réseaux d'eau ainsi que les réserves d'eau sont capables de fournir le débit nécessaire pour alimenter, des bouches et poteaux incendie en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, à raison de 60 m<sup>3</sup>/ h chacun.</li></ul></li><li>• de moyens de pompage ;</li><li>• de lances auto-propulsives permettant d'introduire l'eau à l'intérieur des tas pour les engrais relevant de la rubrique 4702-I stockés en vrac. Leur nombre est établi en fonction de la nature et de l'importance des dangers. L'exploitant s'assure qu'en cas d'accident un surpresseur est disponible ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>• d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au danger afin de lutter contre un incendie de chouleur, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.</li></ul> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Présence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen d'alerte (ligne téléphonique fixe et portable),</li><li>- d'un parc d'extincteurs,</li><li>- d'une réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> entre 70 et 120 m de tout point du magasin des engrais,</li><li>- d'un système d'alarme relié à la détection d'oxydes d'azote,</li><li>- de plans du site à destination des pompiers,</li><li>- d'une réserve de sable meuble et sec de 100 litres.</li></ul> <p>Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé le 2 février 2022 par la société DESAUTEL.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 13-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.5.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Accessibilité au site, aux cases de stockage par les services de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.  Une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés d'ARI (appareils respiratoires isolants).
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'installation est accessible sur les façades Sud, Ouest et Nord par une voie engin. La façade Nord du magasin dispose de portails permettant l'accès de sauveteurs équipés d'ARI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 15-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.4.4.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dispositifs de désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux dangers particuliers de l'installation. Parmi les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre (exutoires), les dispositifs passifs (ouvertures permanentes) sont privilégiés. Pour les dispositifs actifs, ils sont à commande manuelle ou à commandes automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à : <ul style="list-style-type: none"><li>• en cas de présence d'engrais 4702-I : 2 % ;</li><li>• en cas de présence d'engrais 4702-II ou III : 1 % ;</li><li>• en cas de présence d'engrais 4702-IV : 1 %.</li></ul> En cas de présence de différentes catégories d'engrais dans un même magasin ou en cas de variation dans le temps de ces catégories, la surface d'ouverture maximale est retenue. Ces dispositifs doivent être convenablement agencés de manière à éviter la rentrée intempestive de matières combustibles ou autres, incompatibles avec les engrais. En exploitation normale, les commandes actionnant le réarmement (fermeture) sont situées à hauteur d'homme. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès, issues donnant sur l'extérieur et sont aisément accessibles... Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident. Les ouvrants (portes, fenêtres...) placés dans les deux tiers inférieurs des murs peuvent être considérés comme des amenées d'air.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Le magasin des engrais est équipé de 10 exutoires de fumées à commande manuelle en partie haute de la toiture. Les commandes de désenfumage sont placés à l'extérieur du magasin, dans la cellule de stockage des semences. Les amenées d'air frais se font par les portails extérieurs du magasin situés en façade Nord.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 16-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.9.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Qualité des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour le stockage d'engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III », le sol doit être légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident. Si les écoulements sont récupérés dans des caniveaux, ceux-ci sont placés à une distance suffisante du magasin de stockage de façon à ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Le sol du magasin dispose d'une pente orientée vers l'extérieur des cases, au niveau de la voirie en façade Nord. Les écoulements accidentels sont ensuite collectés par le réseau pluvial de la cour. Il n'y a pas de caniveau de récupération devant le bâtiment. Les sols des cases de stockage et des aires de chargement/déchargement sont en béton. La visite in-situ des installations de stockage des engrais solides n'appelle pas d'observation concernant l'état des sols visibles des cases de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 18-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.10.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Le site est équipé d'un bassin de rétention, étanché au moyen d'une géomembrane, d'une capacité de 350 m <sup>3</sup> . Tous les écoulements superficiels du site peuvent être dirigés vers ce bassin compte tenu de la configuration du réseau pluvial.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 19-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I - Point 2.11.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Isolement du réseau de collecte
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre.  Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Un dispositif d'obturation est placé devant le bassin de confinement (dispositif by-pass entre le bassin d'orage et le bassin de confinement). Une consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ce dispositif est présente dans le plan d'intervention du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet